DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Conseil municipal - mercredi 28 janvier 2015

Intervention de Jean-Marie FONTAINE, conseiller municipal

Groupe « Pour Harnes, l'Humain d'abord ! »

Vous présentez le débat d'orientations budgétaires avec un propos introductif en lien avec les situations internationale et nationale. Les constats que nous faisons toutes et tous sont particulièrement alarmants. Nos inquiétudes sont fondées car nous subissons tous les jours les conséquences de ces situations. Par contre, nos propos divergent en partie sur les causes mais également – et surtout – sur les solutions à leur apporter.

Au niveau international, les Grecs ont su choisir une autre orientation, une autre réponse aux politiques d'austérité conduites par la commission européenne, la banque centrale européenne et le fonds monétaire international. Dans son discours, Alexis Tsipras, le leader du parti de la gauche radicale Syriza, s'est exclamé : *« Aujourd'hui, nous avons mis fin à l'austérité. Nous disons que la troïka appartient au passé. (...) Nous devons maintenant construire ensemble notre pays sur de nouvelles bases. »*

Au niveau national, nous venons de vivre des événements dramatiques. A Harnes, même si cela n'a pas été sans mal, nous avons réussi à nous rassembler dans une démarche partagée d'hommage aux victimes et de rejet du terrorisme, en affirmant nos valeurs communes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, avec la Laïcité comme moyen pour y parvenir. A Harnes, comme en France, il reste cependant encore beaucoup de travail à faire pour faire partager ces valeurs par le plus grand nombre.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Quand il y a moins de Service public, moins de gendarmerie, moins de police, moins d'École, moins d'animations socioculturelles pour notre jeunesse, moins d'associations qui œuvrent dans les quartiers, moins d'actions de prévention, etc. ce sont l'obscurantisme et le communautarisme qui se développent !

Actuellement, toujours au niveau national, nous subissons les conséquences de promesses électorales non-tenues et de choix politiques assumés et contraires à l'intérêt général, des choix qui sont à l'opposé des vraies valeurs de gauche.

Sans entrer dans les détails, nous pourrions citer la réforme des collectivités territoriales qui va avoir de très lourdes conséquences, tant sur la vie de tous les jours de nos concitoyens que sur la gestion budgétaire de ces collectivités. Nous pourrions

également citer la très fameuse loi Macron, du nom du ministre socialiste à l'économie, loi qui remet en cause bon nombre de conquits sociaux.

« *Les jeunes Français doivent avoir envie de devenir milliardaires.* » disait-il loin d'ici, dans un grand salon de l'électronique à Las-Vegas. Quelle belle profession de foi de la part d'un ancien banquier qui ne sait pas ce que signifie vivre dans la précarité absolue, ne pas se chauffer, ne pas s'éclairer, ne pas manger à sa faim, travailler la nuit pour payer ses études, dormir dans la rue ou dans sa voiture, ne pas arriver à boucler ses fins de mois tout en ayant un emploi !

Le président de la République a expliqué, lors de ses vœux, que ce projet de loi était censé donner « *un coup de jeune à la France* » et qu'il était aussi « *une loi pour le siècle à venir* ». Mais cette loi est, bien au contraire, une loi du retour au XIX^{ème} siècle. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une contre-révolution libérale et anti-écologique !

Concernant Harnes, et puisque c'est aussi – et surtout, convenons-en – l'objet de ce débat d'orientations budgétaires, nous ne sommes pas très rassurés.

D'après les indicateurs financiers des pages 24 et 25 de votre document, il semble bien que la situation de notre commune laisse présager des difficultés pour les années à venir. C'est d'ailleurs ce qui vous pousse probablement à conclure votre présentation par la question « *Que devons-NOUS faire ?* ».

La question est en effet clairement posée : « *Que devez-VOUS faire ?* »

- Promouvoir des équipements dont les coûts de fonctionnement nous semblent sous-estimés ?
- Augmenter les impôts locaux ?
- Recourir à l'emprunt ?
- Continuer d'augmenter les tarifs enfance/jeunesse/culture qui touchent directement les familles, ce qui ne rapporte rien à la ville si ce n'est de voir des gamins qui traînent dans les rues ?
- Favoriser exclusivement le sport de haut niveau au détriment du sport de masse ?

Attention, ne venez pas interpréter nos propos comme une prise de position CONTRE le sport de haut niveau. Ce n'est pas ce que nous disons. Nous avons des clubs d'élites à Harnes, clubs qui ont accédé au très haut niveau par un travail important et avec le soutien des municipalités qui se sont succédé. Nous soutenons bien évidemment ces clubs de haut niveau !

Ce que nous disons est clair et ne doit pas être détourné : faut-il axer l'essentiel des moyens sur le sport de haut niveau au détriment des petits clubs qui œuvrent avec parfois beaucoup de difficultés ?

D'après les éléments fournis en page 23, il apparaît que les subventions au sport de haut niveau ont presque doublé par l'apport de subventions complémentaires ou sur appels à projet. Mais quelle est donc la part des subventions accordées aux petites associations sportives et culturelles ?

Quand à l'emprunt toxique que vous remettez sans cesse sur le tapis, vous l'avez renégocié en juillet 2013 et c'est très bien. Si nous avions été à la gestion des dossiers municipaux, nous l'aurions également renégocié et certainement plus rapidement que vous ne l'avez fait. Je ne suis pas le premier à vous en faire la remarque...

Dire que vous ne seriez pas tombés dans le piège des emprunts structurés si vous y aviez été confrontés à l'époque est une pure hypothèse. Bon nombre de communes, de tous bords politiques, de tous niveaux de population, avec à leur tête des dirigeants hautement qualifiés ont été et sont encore concernées par ce type d'emprunt. La commune de Harnes en est sortie et c'est une bonne chose à mettre à votre crédit, d'autant que la valeur du franc suisse atteint désormais des sommets.

Par contre, puisque vous aimez remettre régulièrement ce point à l'ordre du jour pour une petite séance de gloriole personnelle, il est nécessaire de vous rappeler que nous ne connaissons toujours pas les conditions ayant abouti à la renégociation. Et nous devons vous avouer que la chose nous intrigue.

Quelles sont les pénalités qu'aura forcément subies la commune ? Nous n'en savons fichtre rien. D'ailleurs, la bonne question serait plutôt : « *Où sont-elles passées ?* »... car le montant du nouveau prêt repart exclusivement sur la base du capital restant dû ! Cela nous paraît étrange.

Comment la banque aurait-elle pu s'asseoir sur quelques centaines de milliers d'euros, à moins que ce ne soit pour vous exprimer toute sa gratitude ? Il est vrai que, le jour où vous avez signé la renégociation de l'emprunt toxique, soit précisément le 2 juillet 2013, vous avez fait un autre prêt de 2 millions d'euros auprès de cette même et gentille banque. Ceci explique peut-être cela...

Il s'agit de comptabilité et d'actes publics. Vous ne pourrez pas éternellement vous retrancher derrière un quelconque « *secret bancaire* » pour faire des cachotteries aux Harnésiens.

Un jour prochain, la Chambre régionale des comptes vous demandera des précisions et il vous sera bien difficile de ne pas lui donner de réponses claires.

Nous vous demandons donc aujourd'hui, très officiellement, de mettre à notre disposition tous les contrats concernant le prêt toxique (*le contrat initial et celui ou ceux qui l'ont modifié*), ainsi que les tableaux d'amortissement. Et tant qu'à faire, nous sommes aussi preneurs des mêmes documents pour l'emprunt de 2 millions d'euros signé le 2 juillet 2013.

Nous vous en remercions par avance.